

Numéro

du dossier 7191.

de la farde

CONSEIL D'ÉTAT
DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Projet d'arrêté g.d. portant modification de l'art. 32 de
l'arrêté r.g.d. du 8 février 1878 concernant l'organisa-
tion et le service des bureaux du Gouvernement (Introduc-
tion de la semaine anglaise).

Commission

MM Haméus,

Braun,

Kauffman,

Dumont,

Kerschen.

Staatsarchiv Luxemburg

Abt.

Nr. 7

IV. 35. — 500.

No 16. — 6, 19, 1500.

A M

Gouvernement

Luxembourg, le 29 novembre 1919

Affaires Etrangères

4846A

7197

Monsieur le Président,

A la suite de certaines réformes introduites dans l'administration des Postes et Télégraphes, l'Association générale des fonctionnaires et employés de l'Etat, par une lettre datée du 29 avril 1919, a exprimé au Gouvernement le vœu de voir généraliser ce mouvement de réforme et introduire des innovations analogues dans toutes les branches de l'Administration publique. Les propositions expressément formulées tendent d'abord à l'institution, dans chaque service, d'une commission d'employés pareille aux conseils d'usines créés pour les établissements privés par l'arrêté grand-ducal du 26 avril 1909, puis à l'introduction, dans tous les services, du repos de l'après-midi du samedi c-à-d. de la semaine anglaise.

Le Gouvernement a demandé sur ces propositions les avis des différentes administrations. Les appréciations qui lui ont été soumises sont loin d'être unanimes, et elles sont généralement plus

A Monsieur le Président du Conseil d'Etat

E/V.

favorable à la seconde qu'à la première des deux réformes proposées. Mais ce qui résulte surtout de la consultation instituée, c'est qu'il ne sera guère possible de procéder par une mesure uniforme et générale. Pour telle administration, ne groupant qu'un nombre infime d'employés, la délégation d'un comité du personnel serait non seulement un non-sens mais une impossibilité matérielle. D'autre part, certains services ne comportent le chômage complet durant 36 heures qu'aux prix d'inconvénients trop accentués pour le public. Enfin, il sera rationnel de rattacher une réforme éventuelle aux dispositions qui règlent actuellement le fonctionnement des différents rouages administratifs et qui sont spéciales pour chacun d'eux.

Ainsi les améliorations désirées se produiront sans accroc ni secousse par une évolution naturelle.

Dans cet ordre d'idées le Gouvernement a l'intention d'introduire d'abord une réforme qui est particulièrement opportune et aisée, dans le fonctionnement même des bureaux de l'Administration centrale. Il s'agit de la semaine anglaise. Pour doter les administrations spéciales de la même innovation il n'attend que les propositions formelles de chaque administration en particulier. L'organisation des bureaux du Gouvernement est ordonnée en ce moment par l'arrêté grand-ducal du 8 février 1878. C'est l'art. 32 qui s'occupe des heures de bureau. Il dispose dans son alinéa 1er que "les bureaux du Gouvernement sont ouverts tous les jours non fériés." Pour introduire la semaine anglaise dans

Nous Charlotte,

par la grâce de Dieu,

Grande-Duchesse de Luxembourg,

Duchesse de Nassau,

etc., etc., etc.

Vu l'arrêté royal grand-ducal du 8 février 1878
ainsi que l'art. 76 de la Constitution;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement
en Conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1er - L'art. 32 de l'arrêté royal grand-ducal
du 8 février 1878 concernant l'organisation et le
service des bureaux du Gouvernement aura la teneur sui-
vante:

Les bureaux du Gouvernement sont ouverts tous les
jours non fériés, à l'exception de l'après-midi du
samedi. Sauf l'exception visée les bureaux fonctionnent
tous les jours pendant six heures au moins et huit
heures au plus. Néanmoins, si les besoins du service
l'exigent, les fonctionnaires et employés peuvent être
tenus à prolonger exceptionnellement leur travail.

Ils pourront aussi être requis à concourir temporel-
lement à l'expédition des affaires d'une autre division
que celle à laquelle ils se trouvent attachés.

Un employé au moins, à désigner par le chef de bureau,

sera présent au bureau, les dimanches et jours de
fête légale, dans la matinée de dix heures à midi, et
les samedis, de trois heures de l'après-midi à cinq
heures, afin de vaquer aux occupations urgentes qui
peuvent se présenter.

Art. 2.- Notre Ministre d'Etat, Président du Gouver-
nement, est chargé de l'exécution du présent arrêté,
qui sera inséré au Mémorial.

N Berlin
der Stellung
im Anschluß
von Feuerun-
zum Ausdruc-
nisterium
herigen fieber-
auschüsse de-
jetziger Zeit
zu Mehrleist-
mung zu b
hierbei bef
jeder Beam
die Bureau

Aus dem Reich.

Die achtfündige Bureauzeit.

N. Berlin, 9 Febr. (Priv.-Tel.) In Uebereinstimmung mit der Stellungnahme, welche der Allgemeine Deutsche Beamtenbund im Anschluß an die letzten Verhandlungen über die Bewilligung von Teuerungszulagen in einem Aufruf an die Beamenschaft zum Ausdruck gebracht hat, hat das Reichsfinanzministerium die achtfündige Bureauzeit an Stelle der bisherigen siebenstündigen eingeführt. Die Beamten- und Angestelltenausschüsse des Ministeriums haben in der Erkenntnis, daß es in jetziger Zeit wichtig sei, wenn die Beamten in der Bereitwilligkeit zu Mehrleistungen mit gutem Beispiel vorangehen, ihre Zustimmung zu der Neuregelung gegeben. Der Beamtenausschuß hat hierbei beschlossen, daß er es als selbstverständlich ansieht, daß jeder Beamte nach wie vor sich für verpflichtet hält, auch über die Bureauzeit hinaus zu tun.

sera présent au bureau, les dimanches et jours de
fête légale, dans la matinée de dix heures à midi, et
les samedis, de trois heures de l'après-midi à cinq
heures, afin de vaquer aux occupations urgentes qui
peuvent se présenter.

Art. 2.- Notre Ministre d'Etat, Président du Gouver-
nement, est chargé de l'exécution du présent arrêté,
qui sera inséré au Mémorial.

N Berlin, 9. Febr. (Priv.-Tel.) War der Regierung war durch den Reichsfinanzminister vor einigen Wochen ein Finanzabkommen vereinbart worden, bei welchem von belgischen Unterhändlern dem Reichsministerium des Auswärtigen und dem Reichsfinanzministerium im Auftrag der belgischen Regierung erklärt worden war, daß Belgien als Konzeßion für dieses Finanzabkommen auf die Auslieferung verzichten werde. Diese formelle Zusage ist von der belgischen Regierung ebensowenig eingehalten worden wie die Zusage, die deutschen Vermögen in Belgien nicht zu liquidieren. Da beide belgischen Zusagen vom Finanzvertrag untrennbar sind, so ist dadurch ganz von selbst das Finanzabkommen hinfällig geworden. Die belgische Regierung dürfte in diesem Sinn von maßgebenden deutschen Stellen unterrichtet worden sein. Die letzte Entscheidung über das Finanzabkommen liegt allerdings, worauf wir schon früher hingewiesen haben, bei der deutschen Nationalversammlung, die natürlich auch ihrerseits eine genaue Prüfung vornehmen muß, ob die deutschen Interessen gewahrt und ob die gegebenen Zusagen gehalten worden sind.

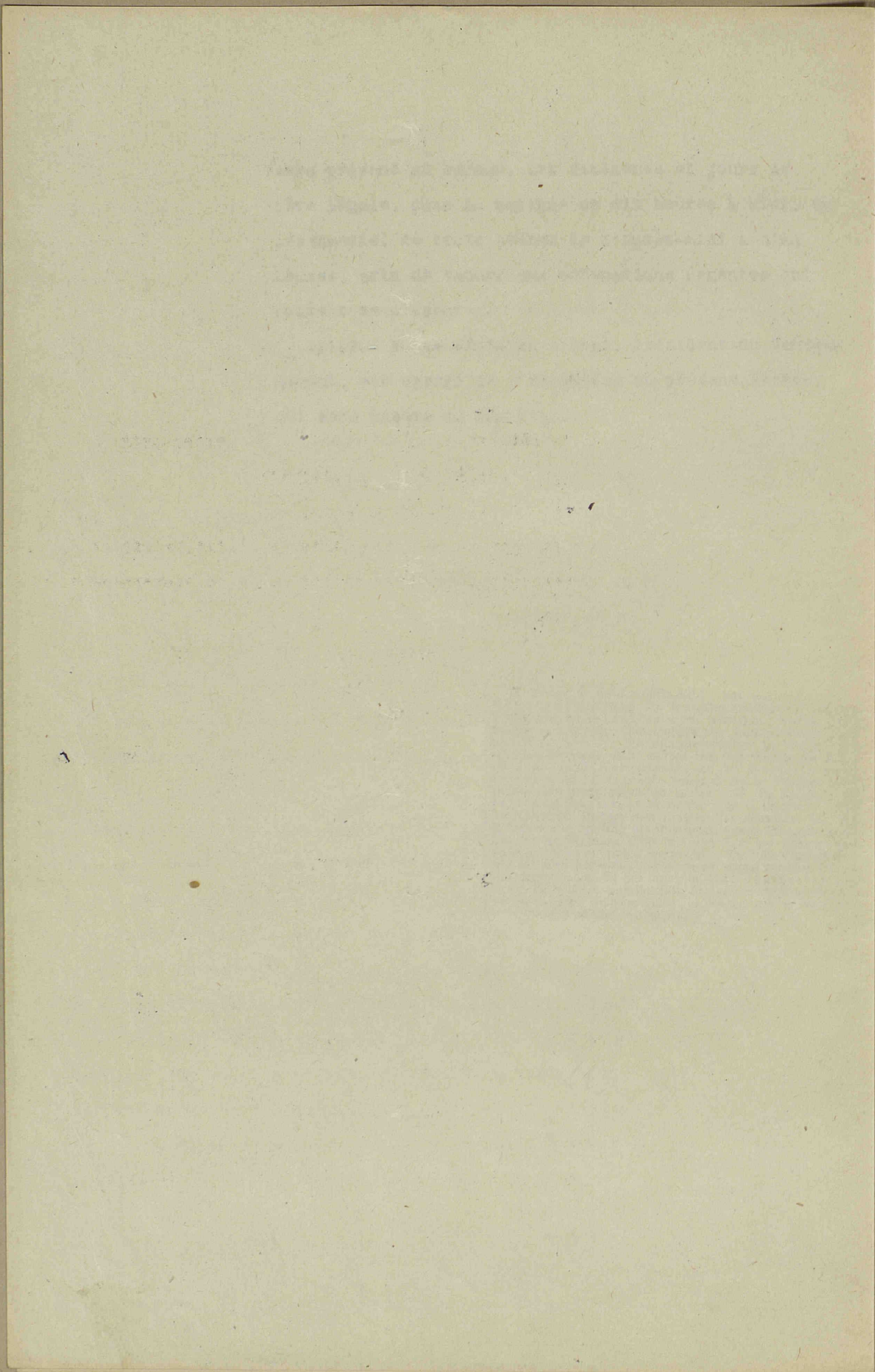
et

1

ver-

é,

einigen
den, bei
rium des
strag der
als Kon-
ferung
schen Ne-
lage, die
eren. Da
t sind, so
geworden.
gebenden
tscheidung
von früher
r sam-
g vorneh-
die gege-



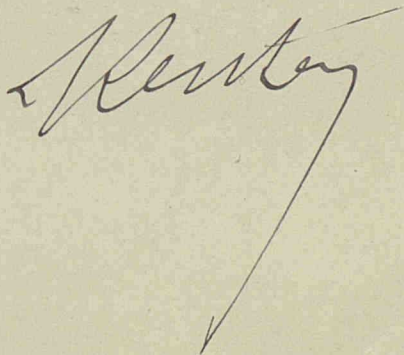
l'administration centrale, il suffira d'ajouter par arrêté grand-ducal à la partie de phrase citée cette ajoute: "à l'exception de l'après-midi du samedi."

Toutefois il y aura lieu de rendre applicable à l'après-midi du samedi la mesure prescrite pour le matin du dimanche par l'alinéa final du même article en vue des cas urgents et extraordinaires, à savoir la présence obligatoire pendant 2 heures d'un employé à désigner par le chef de bureau.

Au point de vue des progrès accomplis dans l'amélioration des conditions de travail et de toute la situation sociale offertes à son personnel, l'Etat s'est laissé peut-être dépasser quelque peu par certaines entreprises privées. La réforme que j'ai l'honneur de proposer dans le texte ci-joint d'un article 32 modifié de l'arrêté susvisé, marquera sans doute, à cet égard, un pas en avant, et si simple qu'elle paraisse ne manquera pas de déclancher sur toute la ligne un mouvement progressif parallèle.

Je vous serais très obligé, Monsieur le Président, de bien vouloir soumettre le dit projet aux délibérations de votre haute compagnie et me faire tenir son avis, si possible, dans un délai rapproché.

Le Ministre d'Etat, Président du
Gouvernement,



Le Comité de l'Assemblée nationale a l'honneur de vous adresser
par la présente le rapport de l'Assemblée nationale sur
l'administration de l'Assemblée nationale pour l'année
1900-1901. Ce rapport est le fruit de l'activité
de l'Assemblée nationale pendant l'année 1900-1901.
Il est le fruit de l'activité de l'Assemblée nationale
pendant l'année 1900-1901.

Le Comité de l'Assemblée nationale a l'honneur de vous adresser
par la présente le rapport de l'Assemblée nationale sur
l'administration de l'Assemblée nationale pour l'année
1900-1901. Ce rapport est le fruit de l'activité
de l'Assemblée nationale pendant l'année 1900-1901.
Il est le fruit de l'activité de l'Assemblée nationale
pendant l'année 1900-1901.

Le Comité de l'Assemblée nationale a l'honneur de vous adresser
par la présente le rapport de l'Assemblée nationale sur
l'administration de l'Assemblée nationale pour l'année
1900-1901. Ce rapport est le fruit de l'activité
de l'Assemblée nationale pendant l'année 1900-1901.
Il est le fruit de l'activité de l'Assemblée nationale
pendant l'année 1900-1901.

